

Eric MARLIERE Chercheur associé au CESDIP UMR 8183 (CNRS/Ministère de la Justice/UVSQ), chercheur associé au CERAL EA 3968 (Université Paris Nord), intervenant à l'IRTS de Montrouge et chargé de cours à l'université Paris Nord.

« Le sentiment d'abandon des familles ouvrières et immigrées d'une ancienne commune de «banlieue rouge» »

INTRODUCTION

Depuis le début des années 1980, le monde que l'on peut qualifier de populaire (classe ouvrière, employés et petits salariés du tertiaire sans oublier ceux qui en voie de désaffiliation professionnelle ...) se retrouve progressivement relégués socialement et économiquement. Les habitants de ces quartiers - immigrés, enfants d'immigrés mais Français ou même « Français de souche » - n'ont plus de réels moyens politiques pour répondre aux inégalités sociales et aux injustices¹. Ils n'ont également pas toujours les outils nécessaires pour la compréhension des transformations qui les affectent et qui déstabilisent l'ensemble des classes populaires et surtout les personnes nées à partir des années 1960. Face à un monde complexe et incertain qui voit l'affaiblissement des classes populaires voire un décrochement même des « classes moyennes » d'une manière générale, les habitants des cités (notamment immigrés ici) font face à quatre grands problèmes majeurs : 1) ils ne s'inscrivent plus dans les dynamiques politiques et économiques actuelles ; 2) ils sont perçus comme les nouveaux « ennemis de l'intérieur » ; 3) ils ne sont guères représentés dans les partis et les syndicats à l'image des classes populaires affectées par le déclin des socialismes ; 4) ils se retrouvent concentrés dans des espaces publics (les espaces résidentiels tels que les halls d'immeubles) soumis à la stigmatisation médiatique, à l'exclusion politique et à la disqualification économique et sociale.

Sur le plan local, la transformation urbanistique ainsi que la rénovation de la cité remet en cause la présence de ces ouvriers dans certains quartiers neufs et restructurés de la ville. Cette ancienne commune ouvrière souffre d'une mauvaise réputation depuis l'entre-deux-guerres mais la situation s'est rapidement dégradée depuis le milieu des années 1980 avec la désindustrialisation locale rapide. La ville tente de faire face aux mutations des modes de production et aux fermetures d'usine. Situé dans un département contrôlé par la droite (nous sommes dans le département des Hauts-de-Seine où Nicolas Sarkozy brigue la présidence en devenant le successeur de Charles Pasqua), les marges de manœuvre de la municipalité sont relativement limitées. Les élus sont soucieux d'accompagner les transformations sociales en essayant de réaliser une « mixité sociale », en restructurant certains grands ensembles (notamment les quartiers du Luth et celui des Grésillons avec la construction de pavillons), en désenclavant la ville (arrivée du métro ligne 13 en 1982 qui va être prolongée jusqu'au Luth en 2007, passage du RER C en 1988, puis construction d'une ligne de tramway qui reliera Saint-Denis à la Défense en 2010), en développant des activités tertiaires et de bureau sur les anciens sites industriels, rénovant des logements sociaux, développant une démocratie locale et participative, etc. Or, si ces dynamiques sont impulsées par la commune mais également par le département et la région, elles engendrent un sentiment d'abandon de la part de la population ouvrière fragilisée par les transformations économiques. Et l'on peut ainsi résumer

¹ Tout d'abord, précisons que l'essentiel des parents immigrés n'ont pas la nationalité française ce qui en fait d'emblée une population locale massive qui ne vote pas.

la dégradation de la situation locale en sept phases depuis le déclin industriel local qui affecte plus les jeunes que les adultes :

1/ La montée progressive du chômage qui remet en cause les destinées ouvrières générationnelles ; 2 / Une dizaine de jeunes dans la cité étudiée au cours des années 1970 et 1980 sont fichés au grand banditisme, élément qui explique les rapports tendus et conflictuels avec la police mais plus généralement avec les institutions ; 3 / Au début des années 1980, suite à la mise en place des DSQ, le quartier (deuxième de France à devenir l'objet d'intervention de politiques publiques) connaîtra un important développement d'associations et d'institutions chargées de s'occuper de la jeunesse. Mais le tissu associatif à la fin des années 1980 va vite s'essouffler en raison de détournement politique ou de malversations individuelles ; 4/ La première guerre du Golfe et la construction de l'image médiatique et policière des "jeunes issus de l'immigration" comme étant des alliés objectifs de Saddam Hussein en 1991 ce qui a contribué à renforcer un sentiment d'insécurité chez les familles immigrées ; 5/ La disparition tragique d'un certain nombre de jeune des suites de la toxicomanie au début des années 90² ; 6 / L'apparition d'un Islam «visible» dans l'espace public à la fin des années 1980 et les arrestations de certains "barbus" dans le quartier en 1995 ;7 / La transformation urbanistique ainsi que la rénovation de la cité remettent en cause la présence de ces jeunes dans le quartier qui les a vus naître et grandir. Les habitants perdent les repères territoriaux passés (traces physiques de l'espace ouvrier) et ne peuvent se projeter dans l'avenir (arrivés des activités tertiaires et de bureau). Réalisé à partir d'une enquête de terrain, cette contribution a pour objet de restituer quelques entretiens réalisés au cours de mon travail d'immersion au début des années 2000. Dans une première partie, nous verrons comment les habitants (jeunes et adultes) perçoivent leur situation que l'on peut dire de politique. Une seconde partie met l'accent sur la nature des interaction entre les interrogés et les élus. Enfin, notre troisième et dernière partie a pour objectif de montrer la perception qu'ont les habitants des élus (et accessoirement de la politique).

I / Les habitants et la municipalité

Lors de nos entretiens faisant à la fois suite à notre enquête sur les jeunes mais aussi sur la perception des émeutes quelques années plus tard, nous nous sommes rendus compte d'un écart important entre les habitants des cités populaires et les élus locaux. Situés dans une des communes les plus riches d'Europe (en raison des nombreuses activités industrielles et portuaires), la plupart des habitants affichent des indices de pauvreté plus importantes qu'ailleurs (19 507 euros par habitants à Gennevilliers, 23 458 euros en France et 28 709 pour la région parisienne³). Cette situation pour le moins difficile pour les « classes populaires » de la ville au regard des communes voisines (nous sommes dans le département des Hauts-de-Seine) amènent à un sentiment de frustrations. De plus, le contexte socio-historique présenté dans notre introduction (désindustrialisation, chômage de masse, augmentation du prix des loyers et sentiment de relégation sociale) viennent amplifier le sentiment de désarroi d'une population qui se perçoit trahie par la conjoncture économique et politique. La perception des émeutes par les habitants des cités H.L.M. de la commune – qui peut paraître ambiguë à plus d'un titre – ne peut que se comprendre dans un contexte de sentiment d'exclusion et

² M. KOKOREFF, « Faire du business dans les quartiers. Eléments sur les transformations socio-historiques de l'économie des stupéfiants en milieux populaires. Le cas du département des Hauts-de-Seine », *Déviance et société*, 2000, 24, 4, p. 403-423.

³ Revenus annuels 2002 fourni par Etienne KOSIANSKI démographe de la ville.

d'abandon⁴. De même la vision cynique que l'on pourrait situer entre « victimation collective »⁵ et discrimination réelle en raison d'une position située en bas de l'échelle sociale qui en fait de véritables exclus et dominés⁶ génère un véritable sentiment d'injustice chez la dernière génération ouvrière du lieu à savoir les enfants d'ouvriers et d'immigrés (pour la plupart) qui ne peuvent devenir ouvrier et qui peinent à être salariés⁷.

Ainsi, la municipalité – toujours communiste à l'heure actuelle – se voit suspectée de trahison par une partie des habitants des milieux populaires. Le parti communiste est arrivé au pouvoir en 1935 et ne l'a pas quitté. Cependant si le parti communiste a conservé son emprise durant la seconde moitié du 20^e siècle, ses acteurs et ses programmes politiques ont nettement changé notamment dans les deux décennies précédentes⁸. Par exemple, dans les années 80, la municipalité, à travers les slogans de l'époque, a misé sur la jeunesse et l'immigration⁹ alors que depuis le milieu des années 90, elle tente officiellement de mettre en place une politique de mixité sociale. Ainsi, au milieu des années 90 s'instaure une distance notable entre les jeunes, les habitants plus âgés et la municipalité communiste.

« Je sais qu'actuellement dans le quartier des Grésillons, ils cherchent à opérer des changements. Il y a une cassure entre le parti et les jeunes et le parti ne veut plus rien faire pour améliorer les choses surtout aux Grésillons qui devient un quartier plus agréable à vivre. Donc le problème, c'est de canaliser aujourd'hui les débordements et de se débarrasser petit à petit des familles immigrées mais pas trop. On est un peu dans le collimateur ! » (A., 37 ans, travailleur sociale)

Pour ce travailleur social qui vit depuis trente ans dans ce quartier, des changements se sont opérés récemment. Pour lui, en effet, les anciennes familles ouvrières et immigrées n'apparaissent visiblement plus comme la priorité de la municipalité communiste aujourd'hui. Si les propos de cet « institutionnel » décrivent les phénomènes sans forcément les nommer, une autre personne à peu près du même âge du même âge, n'hésite pas à fournir quelques détails concernant ses changements :

« Ici, ils sont en train de nous écraser ! C'est clair, nous ne sommes pas capables de se défendre. Moi, j'ai des problèmes avec eux parce que dans les réunions de quartier, je leur dis ce que je pense et ouvertement ! Mais là, depuis qu'ils ont supprimé le marché des Grésillons et tous les stands maghrébins sous prétexte de rénovation et d'hygiène, il faut que les mecs se réveillent ! En plus, question communication, ils sont forts, ils ont distribué des tracts hauts en couleur en expliquant les raisons et c'est passé comme une lettre à la poste. Personne n'a rien capté, ils nous ont endormi ! » (R., 35 ans, professeur de mathématique.)

L'arrêt momentané pour des « questions d'hygiène » du marché des Grésillons, qui regroupait beaucoup de commerçants maghrébins, a provoqué d'incessantes polémiques : des étudiants héritiers de l'immigration maghrébine ont, dans les comités de quartier manifesté leur

⁴ E. MARLIERE, « Les habitants des quartiers : adversaires ou solidaires des émeutiers ? », V. LE GOAZIOU, L. MUCCHIELLI (dir.), *Quand les banlieues brûlent ... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La découverte, 2005, p. 72-86.

⁵ L. MUCCHIELLI, « Le rap de la jeunesse dans les quartiers relégués. Un univers de représentations structuré par des sentiments d'injustice et de victimation collective », M. BOUCHER, A. VULBEAU, *Emergences culturelles et jeunesse populaire. Turbulences ou médiations ?*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 325-355.

⁶ Y. AMRANI, S. BEAUD, *Pays de malheur ! Un jeune de cité parle à un sociologue*, Paris, Le Seuil, 2004.

⁷ E. MARLIERE, « Le sentiment d'injustice chez les jeunes d'une cité H.L.M. », *Sociétés et jeunesse en difficulté*, n° 2 2006, p. 1-22, <http://sejed.revues.org/document208.html>

⁸ Cf l'histoire locale récente présentée dans l'introduction.

⁹ Avec la naissance de la politique de la ville, au début des années 80, la municipalité était à l'origine d'un grand nombre d'initiatives associatives sous couvert : « Gennevilliers, la ville de toute les jeunes ».

désapprobation, attisant du même coup des tensions déjà vives entre les élus et la communauté maghrébine représentée par les jeunes.

Pour les vieux militants du parti qui habitent le quartier, l'évaluation des politiques menées par les élus en place n'est pas véritablement tendre non plus. Certains syndiqués à la C.G.T. depuis les années 1960 et électeur régulier du parti semblent prendre de plus en plus de distance avec des élus communistes jugés tiède aujourd'hui dans les prises de décisions notamment en faveur du peuple.

« Ce n'est plus les mêmes aujourd'hui. Avant les anciens maires ils allaient manifester dans les rues avec nous ! Je me rappelle encore de Lanternier (maire de la commune dans les années 1970) venir occuper l'usine devant les C.R.S. ! Aujourd'hui, les élus du parti ce sont des gestionnaires et je me demande même si ce n'est pas eux qui enverraient la police si demain il y avait une manifestation ! » (ouvrier à la retraite, 67 ans, militant syndicale)

Les propos de cet ancien militant sont à analyser avec précautions tant la caricature peut paraître sans aucun doute exagérés. Cela étant, le discours est révélateur d'un certain état d'esprit concernant la perception des politiques municipales. Les militants se sentent quelque peu déstabilisés par la prise en compte inexorable des élus d'une réalité économique qu'ils ont bien du mal à juguler à l'échelle locale. Mais cette situation semble échapper aux militants de base et aux syndiqués des usines en voie de fermeture et, pour eux, la municipalité semble non pas à l'origine des changements économiques en cours mais la complice des transformations locales qui affectent les classes populaires et les ouvriers mis au chômage.

« Ils ne nous ont pas vraiment aidé. Ca je dois le dire franchement ! Ils ne nous ont pas mis des bâtons dans les roues mais je pense qu'à un autre niveau ils ont du négocier des choses avec le patronat. Enfin moi j'ai dit au maire « vous pensez à ces hommes licenciés à 50 ans et qui doivent nourrir une famille ! » Il m'a répondu embarrassé qu'ils ne peuvent pas faire grand-chose à l'heure actuelle. A une autre époque nos élus auraient foutu le bocson dans la ville [...] Mais j'ai l'impression que l'on parle d'une autre époque » (47 ans, militante de la C.G.T., ancienne ouvrière à l'usine Chausson en longue maladie pour des problèmes de santé mais qui reste active dans le milieu syndicale)

Notre militante qui est née dans ce quartier et qui a vécu un grand nombre dans sa jeunesse (une des familles les plus en difficultés dans les années 1960) s'est toujours insurgée contre l'injustice et la privation matérielle¹⁰. Les rapports tendus avec le Maire sont alors révélateurs des scissions entre une base syndicale (souvent résidants dans le quartier et souvent militants du parti communiste depuis plusieurs années) et les notables locaux. Mais parfois les déceptions peuvent être encore plus prononcées comme l'illustre les propos de cet ancien cantonnier licencié par la mairie au début des années 1990 alors qu'il votait toujours communiste à l'époque.

« Ils voulaient nous changer de tenus les balayeurs pour pouvoir mieux nous repérer à l'époque. Ils voulaient renforcer la surveillance de leurs employés ce que j'ai trouvé intolérable de la part d'un parti ouvrier [...] J'ai déclaré au Maire en public que s'ils sont communistes alors moi je suis du Vatican. Tout le monde avait ri. Je n'étais pas titulaire alors le mois d'après j'ai rejoins les bancs de l'ANPE. Aujourd'hui je travaille dans une commune de droite et je peux te dire que la gestion est quasiment la même ! Il n'y a plus de différences pour moi ! » (52 ans, ancien militant de la C.G.T., habite toujours le quartier, cantonnier dans une commune).

¹⁰ Lors de mon travail de recherche mené en DEA sur les transformations du monde ouvrier local, j'avais déjà rencontré cette dame qui m'expliquait qu'elle avait pu s'acheter la poupée de ses rêves l'année précédente alors qu'elle ne pouvait se procurer un tel objet dans son enfance et sa jeunesse.

Les propos de ce dernier témoin viennent corroborer au final ce qui a été dit précédemment. Les militants et électeurs du parti communiste affichent non seulement une déception de plus en plus prononcée envers les élus mais également un sentiment de trahison qui les fait pencher parfois vers d'autres sensibilités politiques.

II / Racisme pour les jeunes, dédain pour les anciens.

Les changements récents ne sont pas les seules causes de la naissance des tensions entre les jeunes et la municipalité. Le racisme serait aussi à l'origine de la « crise » entre la municipalité et les jeunes. En effet, ces tensions sont apparues depuis le renvoi de quelques animateurs de la municipalité au milieu des années 90 qui étaient « accusés » de revendiquer de façon un peu trop « ostentatoire » leur culture (cette ostentation peut être le refus de boire un verre d'alcool dans les réceptions ou dans les volontés de changer des pratiques dans les politiques à mener sur tel ou tel sujet). Ces événements ont contribué, d'une certaine manière, au renoncement du militantisme politique de gauche pour beaucoup de jeunes des quartiers de la ville¹¹.

« A 16 ans, j'avais ma carte au P.C. Mais bon, c'est comme partout, j'ai compris vite fait leur manège, j'étais bon à me lever à trois heures du matin et à coller des affiches. Au bout de trois piges, j'ai laissé tomber ma carte. Quand je vois ça dix ans après, ça me fait sourire. Mais aujourd'hui, je te le dis sincèrement, si je vais voter ce sera pour un autre parti, histoire de leur faire comprendre, il ne faut pas qu'il nous la joue à l'envers ! » (28 ans, bagagiste à Air France, déléguée syndicale à FO)

Un sentiment de trahison domine les propos de ce jeune. Il s'inscrit dans un esprit de vengeance pouvant aller jusqu'au projet de vote : le choix d'un autre parti pour les prochaines élections n'est donc pas à exclure comme le montre les propos d'un autre jeune plus déterminé dans sa résolution d'en finir avec le parti communiste :

« Foutu pour foutu, vaut mieux voter pour le front national, au moins c'est clair, on sait pour qui on vote ! » (26 ans, diplômé d'une maîtrise de physique, à la recherche d'un emploi)

Les plus déçus envisagent donc des stratégies de vote « kamikaze » pour tenter de se « débarrasser » d'un parti jugé encombrant. Le sentiment de « trahison » en raison d'un racisme ambiant plane dans le discours des jeunes. Mais, en y regardant de plus près, les reproches évoqués par ces jeunes à l'instant ne sont pas les seuls ; le changement dans les décisions politiques (jugés inacceptable pour un parti de gauche) et les accusations de racisme désignant les agissements des élus sont accompagnés d'autres accusations : certains jeunes dénoncent un parti communiste représenté par des « athées » qui ne veulent pas entendre parler de religion et en particulier l'islam.

« Ah, mais le P.C. c'est clair ! C'est des antireligieux de première catégorie, c'est même leur cheval de bataille. C'est pour ça qu'il y a des tensions avec les jeunes maghrébins à Gennevilliers. Et même avec ceux qui ne pratiquent pas, pour être bien vu à la mairie faut montrer patte blanche ! Et ça consiste à boire, à fumer, à rejeter sa culture. C'est le visage du parti communiste à Gennevilliers. Les intérêts des personnes en difficulté, ils s'en foutent sauf si tu croques avec eux ! » (35 ans, ancien travailleur sociale parti dans une commune voisine mais qui est né et vit toujours dans le quartier et qui est encore conseiller municipal à l'époque de l'entretien)

¹¹ Comme l'illustre les rapports entre les élus et les jeunes dans un autre quartier de la ville. Cf. O. MASCLET, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003.

Ce jeune, conseiller municipal depuis quelques années, pratique sa religion discrètement dans l'espace public. Pour continuer son activité en tant que conseiller, il est obligé de cacher sa pratique. Toutefois, les plus pratiquants d'entre eux (des jeunes souvent barbus et qui se réclament du dogme salafis chaykhiste) ne trouvent plus aucun intérêt particulier à voter pour un parti de gauche et à se désengager de la politique d'une manière générale¹².

« Pour moi, c'est malheureux à dire mais je préfère la droite à la gauche. Aujourd'hui, la gauche ils se veulent tolérants pour certaines choses qui sont pour moi inadmissibles et pour d'autres choses comme la religion, ils sont intolérants. Par contre si je n'adhère pas aux idées économiques de la droite, les valeurs proposées sont beaucoup plus respectables ! Pour moi, le parti communiste c'est un parti révolu qui meurt à petit feu depuis la chute du mur. » (26 ans, musulman pratiquant, titulaire d'un B.T.S électrotechnique et à la recherche d'un emploi)

Il serait inutile ici d'ajouter d'autres commentaires sur les relations entre les enfants d'ouvriers et d'immigrés (pour la plupart) et les élus de la ville. Le constat reste troublant tant les échecs dans la communication et la reconnaissance de ces jeunes par la municipalité semblent faire défaut à tel point que le parti a du mal à recruter localement les militants de demain¹³.

Pour les habitants adultes et plus militants plus âgés, l'incompréhension se manifeste à un autre niveau : les élus ne côtoient plus vraiment les habitants des quartiers populaires. Ainsi, pour certains, la proximité physique s'est estompée progressivement et s'avère l'indicateur d'une séparation symbolique entre les «classes populaires» qui regroupe environ 60 % (25 % d'employés, 20 % environ d'ouvriers et 15 % d'inactifs) et les élus, appartenant aux classes dites moyennes. Cette situation n'est pas sans équivoque pour les anciens militants :

« A une époque, le Maire il venait boire un coup au troquet. Il parlait avec tout le monde. C'est vrai ! Il nous connaissait tous et connaissait nos problèmes. Aujourd'hui il faut prendre rendez-vous et le type il te reçoit dans un bureau et puis au revoir ! C'est un vrai problème pour un parti qui se veut proche du peuple ! Enfin, moi, ça me pose problème. J'avoue qu'on vit une drôle d'époque ! » (ouvrier à la retraite, 67 ans, militant syndicale)

« Les élus maintenant tu les vois pour des inaugurations ou des baratins habituels pour tel ou tel événement. C'est plus des communistes pour moi aujourd'hui ! Je crois que ça ils sont en train de le payer. Je ne sais pas si la commune sera encore dans quelques années communistes quand on voit qu'ailleurs beaucoup de bastions sont tombés. J'ai toujours voté à gauche mais là je me pose de sérieuses questions mais ces gens là [les élus] ne nous ressemblent pas ! » (71 ans, contremaître à la retraite, militant du parti communiste dès sa jeunesse, habite toujours le quartier)

Les fractures symboliques sont bien réelles dans les propos de nos interviewés à l'heure actuelle. Les différences de modes de vie et les mutations que connaît le parti (à l'échelle locale) déstabilisent quelque peu le troisième âge de la ville pourtant toujours fidèle au parti.

Pour d'autres, les actifs d'aujourd'hui, les propos sont nettement plus pragmatiques sur l'évolution que connaissent les politiques municipales. Le cynisme ou du moins le fatalisme sont souvent sous-jacents dans les propos des interviewés locataires des cités populaires de la commune.

¹² Voir l'article de P. Haenni sur l'auto exclusion des jeunes se réclamant du courant salafis envers la société française mais aussi les institutions d'une manière générale : P. HAENNI, « La France face à ses musulmans : émeutes, jihadisme et dépolitisation », *Esprit*, n° 10, octobre 2006, p. 112-145.

¹³ O. MASCLET, *La gauche et les cités. Op. cit.*

« Il faut être réaliste aujourd'hui le capitalisme et l'individualisme l'emporte partout. Le mouvement ouvrier ça n'existe plus. Les élus locaux ils ne peuvent pas évoquer le mode ouvrier c'est pas réaliste. Il faut vivre avec son temps. Eh bien, le maire et ses élus il faut qu'ils pensent à eux, à leurs carrières et à leurs postes. Alors ils vont développer des stratégies pour rester au pouvoir voilà. Et ce n'est pas avec les jeunes de banlieue qui ne votent pas ou les « cas sociaux » qu'ils vont gouverner aujourd'hui. Alors, ils nous sacrifient pour d'autres électeurs souvent plus riches et plus intéressants. Le Pc aujourd'hui c'est comme les autres partis et il ne faut pas se faire d'illusion là-dessus ! » (42 ans, employé à la mairie dans le service jeunesse, vit et a grandi à Gennevilliers)

Les stratégies supposées des élus suffisent à évoquer la suspicion générale. Les élus locaux qui sont tous membres du parti communiste sont alors perçus de nos jours non pas comme des élus du peuple mais comme des politiciens pour qui la recherche de voie l'emporte sur le bien être des habitants des «quartiers sensibles» ce qui reste de la « classe ouvrière ».

« C'est comme ça aujourd'hui. Les élus sont communistes mais si cela avait été dans une autre commune eh bien il serait de droite ou même peut être du Front National. Mais pour occuper un poste d'élus il faut être membre du PC ici ! Ce n'est pas des vrais hommes de gauche avec des convictions et l'envi de faire des choses. Non, cela ça n'existe plus ! Les communistes vraiment droit et honnête ils ont quitté la mairie ... » (51 ans, jardinier à la ville, habite le quartier depuis sa naissance)

Dans les propos de cet agent municipal, le cynisme et le désenchantement illustre sa perception des élus de gauche locale aujourd'hui. Les représentants de la majorité municipale sont là uniquement pour le pouvoir et occuper un poste. L'engagement n'est certainement pas, selon notre témoin, l'apanage et la volonté des élus de la commune.

« Ce sont des menteurs comme les autres ! Ils ne valent pas mieux que Sarkozy ou Strauss-Kahn de toutes façons ! Moi, j'assiste aux réunions de quartier ce qu'ils appellent « Démocratie locale » ou « populaire » un truc comme ça et pendant deux une fois tous les trois mois ils viennent te servir sur un plateau tout un ensemble de baratin sur leur soi-disant projet sur la ville et le bien-être de tous. Tu parles ! Par contre quand tu évoques les vrais problèmes comme le chômage, les aides au logement, les conditions de vie, les problèmes d'ascenseurs récurrents eh ben ils te zappent tout de suite ! Parfois ils changent de conversations et pis t'es vite mal vu ! Moi, ils me connaissent à la mairie maintenant ! Je peux te dire que quand ils peuvent mettre des bâtons dans les roues, ils n'hésitent pas [...] Alors si eux c'est des communistes proche du peuple je n'ose pas penser aux autres (rire jaune) » (46 ans, célibataire au chômage)

« Deux, trois fois, j'ai ouvert ma gueule sur tel ou tel aspect que j'estimai injuste et négatif de la part de la municipalité. Une fois j'ai pris rendez-vous avec un maire adjoint pour un problème de logement car je venais d'avoir un deuxième enfant et la responsable m'a fait remarquer, à la lecture de mon nom et de sa connaissance visuelle de ma personne, que j'avais intérêt à être plus cool. Et qu'en plus que j'avais des frangins qui posaient des problèmes dans le quartier et que les aides ce n'était pas pour des gens comme nous. Je l'ai insulté et je voulais lui exploser la tête. Les vigiles sont intervenus. J'ai trouvé un logement dans la commune voisine mais quand je peux les faire chier je les fais chier » (35 ans, informaticien, a déménagé récemment du quartier mais sa famille y habite toujours)

Les propos évoqués par les auteurs montrent aussi les rapports de force qui peuvent tourner à l'avantage des élus au pouvoir. Nous pourrions y ajouter d'autres témoignages éloquentes sur le fait que les représentants en place utilisent des stratagèmes pour parvenir à canaliser les mécontents et les «révoltés». Il semblerait que la décentralisation risque d'accentuer le pouvoir des élus sur le bon ou mauvais comportement de administrés et en particulier les

habitants des «quartiers sensibles» notamment sur leur progéniture¹⁴. Il semblerait que les volontés de se maintenir au pouvoir passe par des stratégies de rétorsion¹⁵ ou de pacification politique et sociale en renforçant du clientélisme local. C'est sans aucun doute ce dernier point aujourd'hui qui est à l'origine des tensions de plus en plus importantes jeunes et élus mais aussi entre ouvriers et représentants communistes qui gère la municipalité de nos jours.

III / Les élus locaux : entre mafias pour les jeunes et « pourris » pour les autres ?

Cette distance significative – qui reste certes de l'ordre du discours – montre qu'une rupture s'est dessinée progressivement entre les élus et les habitants d'une manière générale. Certes, si la municipalité communiste est réélue assez aisément à chaque scrutin électoral force est de constater que le rang des mécontents épaissit régulièrement¹⁶. Ce contexte particulièrement controversé (nous sommes dans une commune de gauche) fait que des ruptures entre jeunes et élus est plus ou moins consommée. Mais cette situation pour le moins tendue pour ne pas dire conflictuelle a largement dégradé la perception des jeunes envers les élus :

« Pour moi, c'est des escrocs à la mairie. Ils sont là pour leur business et puis c'est tout. Ils ne nous calculent pas ! C'est la réalité ! Nous on est rien du tout pour eux ! Le reste c'est de la tchatche ! » (22 ans, jeune au chômage vivant chez ses parents résidant dans le quartier)

« Ils sont là pour l'oseille et le pouvoir. Regarde les avantages qu'ils ont. Regarde l'autre [une maire adjointe qui vit en concubinage et sans enfant] elle occupe un duplex F5 alors que nous on lutte pour avoir la même chose avec sept enfants ! Si ce n'est pas de la magouille ça ! » (24 ans, étudiant en licence de droit, vit chez ses parents)

Pour les plus jeunes, les élus sont perçus comme des personnes avides d'argent et de pouvoir et qui se soucient peu du bien commun. Pour les trentenaires et quadragénaires, le bilan est tout aussi négatif concernant les élus locaux. Certains n'hésitent pas à parler d'organisations maffieuses pour expliquer l'activité politique locale.

« Ca fait des années qu'ils nous tiennent ! Les institutions sont à eux et ils font ce qu'ils veulent. Je ne sais même pas si les urnes sont truquées ! Franchement, on les voit partout : dans les magazines de la ville, les fêtes, les discours. Ils promettent telles ou telles choses et au final on a toujours rien. C'est ça que je vois moi ! » (37 ans, sans profession, habite toujours chez ses parents)

La situation difficile de ce trentenaire le pousse à se construire une vision du monde proche de la « théorie du complot ». Sauf qu'ici les élus sont responsables à ces yeux de la « situation » et l'omniprésence des élus – il est très présent dans les comités de quartier et n'hésite pas à interpeller les élus sur des questions parfois un peu fallacieuse¹⁷ - symbolisent pour lui la

¹⁴ N. DEMIATI, «La prévention de la délinquance, un instrument de gouvernance locale», *Claris, La revue*, 2, p. 25-33.

¹⁵ Dans d'autres entretiens que nous ne citerons pas ici, certains habitants jugés « trop grande gueule » se sont vus menacés de représailles par voie indirecte notamment quand ces derniers connaissaient des situations économiques très difficiles. Par exemple, un ancien dirigeant de club de football mécontent du traitement dont fait l'objet le football –perçue, d'après lui, comme sport de maghrébins et «barbares» par les élus contrairement au rugby ici- s'est vu au début des années 2000 sommés par un huissier qui lui assignaient de recouvrer ses impayés de loyers remontant au milieu des années 1980 suite à un « coup de pression » qui l'aurait donné au maire adjoint chargé des sports.

¹⁶ En témoigne les pourcentages en baisse de la majorité communiste à partir du milieu des années 1980.

¹⁷ Comme j'ai pu le constater moi-même lors d'une observation dans une réunion élus et habitants dans le quartier où je réalisais ma recherche.

domination et la manifestation d'un pouvoir sur lui et les habitants de sa propre condition. Le témoin suivant insiste sur la dimension récupération politique des élus des associations de jeunes des cités depuis le milieu des années 1980 :

« Ils nous ont toujours saboté, toujours ! Qu'est-ce que tu veux faire ? Ils n'ont jamais voulu qu'on soit autonome, c'est comme ça ! Quand je vois l'ancienne maire adjointe chargée de la jeunesse je me dis qu'elle s'est foutu de notre gueule. Ils nous ont manipulé depuis 20 ans ! Regarde je suis toujours animateur à mon âge tous ça parce que je suis resté honnête alors que ceux qui sont montés ils ont bradé leur communauté, leur quartier ! Et les élus c'est comme ça. Ils t'achètent ou ils t'achèvent. A toi de voir ... » (42 ans, célibataire, animateur dans un autre quartier mais réside toujours dans la commune)

« Quand je vois les pubs qui font sur la ville [...] Nous on est de gauche, nous on est proche de la jeunesse populaire tous ça c'est du baratin. Leur association, leur animation tous ça c'est de la mascarade. Ils veulent qu'on reste en bas. Ils te donnent les miettes et encore si t'es sage. C'est une maffia voilà ! Une maffia élue par les gens qui n'ont rien compris ! » (28 ans, bagagiste à Air France, déléguée syndicale à FO)

Les propos très virulents de nos interviewés montrent l'état d'esprit qui anime une partie des jeunes adultes qui résident dans ce quartier populaire. Les élus sont alors perçus, par ses enfants d'ouvriers et d'immigrés, comme des ennemis complotant contre leur possibilités d'émancipation politique et sociale. Le terme de maffia est utilisé par notre dernier interlocuteur pour justifier, selon lui, la situation d'abandon des ouvriers en général et des maghrébins en particulier. Cette virulence ne peut que se comprendre aussi parce que ses jeunes évoluent dans une commune où le parti communiste est au pouvoir depuis plusieurs décennies. Le désarroi est alors encore plus grand car dans leur inconscient les personnes rencontrées savent que les partis de droites sont tout aussi redoutables¹⁸.

« Foutu pour foutu, vaut mieux voter pour le front national, au moins c'est clair, on sait pour qui on vote ! » (29 ans, chauffeur de taxi, célibataire vit toujours dans le quartier chez ses parents)

Les propos de ce jeune, «héritier» de l'immigration maghrébine, en disent long sur les ressentiments et l'amertume que véhicule une bonne partie de ses jeunes¹⁹. La cassure paraît consommée entre les jeunes, les trentenaires et les élus. Que pouvons-nous dire des plus âgés ?

Les propos tenus par les retraités et vieux militants laissaient présager de la déception et de la nostalgie. Les plus jeunes rencontrés montrent une hostilité réelles à la majorité municipale. Les adultes sont assez partagées entre les deux conceptions. Ils font partie de cette génération d'ouvrier où les supports sociaux se sont progressivement effrités et ont connu, pour certains, des remises en question de leur statut ou même une perte d'emploi²⁰. Les parcours heurtés ont progressivement transformé leur vision du monde et de la société et les ressentiments envers les partis de gauche impuissants à défendre leurs causes ne sont pas exempts des propos.

¹⁸ Dans d'autres communes où la municipalité est gérée par la droite, beaucoup de jeunes des quartiers manifestent l'envie de voter à gauche, espoir révolu pour les jeunes rencontrés dans notre quartier où se déroule l'enquête.

¹⁹ Les propos de ce jeune originaire d'une famille en provenance du Maroc étaient tenus dans l'espace public d'une cité du quartier devant une dizaine de copains où, semble t-il, la plupart approuvaient ou ne contestaient pas.

²⁰ S. BEAUD, M. PIALOUX, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999, nouvelle édition 10/18, 2005.

« En quoi ils peuvent nous aider ? Ils s'occupent déjà d'eux c'est déjà pas mal ! Nous, on ils s'en foutent ils font de la gestion maintenant ! Comme tout les partis ! Les vrais communistes ça n'existe plus [...] D'ailleurs je ne sais même pas s'ils veulent encore qu'on les appellent comme ça ! » (52 ans, ouvrier mis au chômage après la fermeture définitive de l'usine, vit toujours dans le quartier)

Le fatalisme s'est progressivement dans les rapports entre citoyens et élus. La question de la solidarité entre élus de gauche et citoyens du peuple paraît obsolète pour notre interrogés. Les élus sont à ses yeux impuissants et leur tâche se résume à se maintenir au pouvoir par des méthodes gestionnaires utilisées par les grands partis nationaux.

« Ils s'en tapent des ouvriers aujourd'hui. C'est plus leurs fonds de commerce à part les « cas sociaux » où ça leur permet de toucher des sous par le biais des politiques de la ville. Les élus ont tourné la page de l'époque industrielle et se concentre sur les classes moyennes, c'est tout ! Ce n'est plus la ville ouvrière et les élus du peuple que l'on a connu dans notre jeunesse... » (57 ans, employé vacataire par la municipalité, a vécu plus de 50 ans dans la commune)

L'abandon et le désengagement des élus vis-à-vis des ouvriers illustrent le discours de cet interrogé proche de la retraite qui a connu un parcours professionnel accidenté depuis la « crise » des années 1980. Le dédain est alors sous-jacent dans le discours de ses hommes appartenant encore aux « classes laborieuses » pour qui le communisme ne veut plus rien dire. Mais l'idée de « gestionnaire » peut revenir à celui d'organisation et de maffia – à l'image des propos de trentenaires exposés précédemment – comme le montre un autre employé de la mairie :

« Ils sont quatre de la mairie à tout tenir. Les autres ils sont dans le cercle mais les quatre grosses pointures tiennent les logements, les politiques de la ville, les impôts des industries, les marchés publics. Et ça depuis 20 ans ! C'est eux qui tiennent la ville. C'est un peu comme la maffia. Ouais, on pourrait dire ça ! Et ils en ramassent des tunes ... » (53 ans, employé municipale, vit à Gennevilliers depuis son arrivée en France à l'âge de dix ans)

« Moi, je suis parti [...] Je suis un mec honnête. Les pontes qui tiennent tout à la mairie ils voulaient me faire monter mais il fallait en croquer, voilà c'est comme ça. Les autres élus, ils ramassent quand même mais pas comme les chefs. Et puis les autres ils ramassent les miettes. Et les quartiers eh bien ils sont exclus de tous ! Mais c'est notre faute personne bouge ! On est complice en vérité » (54 ans, chef de projet dans une ville voisine, a quitté la ville voici dix ans)

Les propos de nos derniers interlocuteurs rejoignent finalement ceux des plus jeunes et des trentenaires rencontrés précédemment. La perception « complotiste » l'emporte finalement même chez les employés de la commune originaires des « quartiers sensibles » rencontrés dans notre enquête²¹. La fracture semble consommée entre l'ensemble des habitants rencontrés dans les cités H.L.M. et les élus de gauche de cette ancienne ville ouvrière aujourd'hui en voie de mutations.

CONCLUSION :

Cette contribution met en avant la nature des interactions qu'entretiennent une partie des habitants des « quartiers sensibles » avec les élus communistes d'une ville ouvrière en mutation. Notre enquête permet de conclure sur le fait que les ruptures entre les habitants des cités populaires et les élus sont plus ou moins importantes selon la classe d'âge ou la

²¹ A cet effet, on pourra lire un article réalisé sur des jeunes maghrébins à Gennevilliers. Cf. N. DENDOUNE, « Ces beurs que Le Pen fait kiffer », *Marianne*, n°510, 27 janvier au 2 février, p.29-30.

profession exercée. Les anciens militants affichent un désarroi certain teinté de nostalgie face à ce qu'ils estiment être les nouvelles politiques locales menées par les élus locaux. Les salariés actifs – qui ont connu la crise et parfois le chômage – fustigent l'absence de volonté municipale pour défendre leurs intérêts à savoir les intérêts des travailleurs. Les nouvelles générations rencontrées (jeunes et trentenaires) affichent un certain cynisme qui s'illustre par un sentiment de « victimation collective » dont les élus des municipalités sont en partie désignés pour responsables. La situation est alors équivoque et il s'avère, dans le cadre des habitants des quartiers populaires rencontrés – que les attentes de nos interrogés sont en totale inadéquation avec les actions politiques et les réponses des élus.

Cette situation est alors à recadrer dans un contexte de mutation et de «recompositions»²² défavorables aux classes que l'on peut qualifier de populaire. La disparition du monde ouvrier et du «système social qui l'accompagnait»²³ a fortement bouleversé les modes de vie des habitants de ces anciens quartiers de «banlieue rouge». Les mutations au sein du capitalisme et les changements intervenus sur le plan des idéologiques politiques avec le déclin rapide des socialismes et la fin de l'encadrement politique des classes populaires dans son ensemble²⁴ a profondément déstabilisé les supports de valeur des «classes ouvrières». Les élus municipaux – du parti communiste et identifiés par les personnes interrogés comme la parti des travailleurs et du peuple – ne peuvent aujourd'hui répondre à toutes les souffrances et difficultés en raison des mutations économiques que traversent le pays.

Les propos sont souvent durs (et parfois injustes) mais ils traduisent un certain malaise des «classes populaires» envers le politique d'une manière générale. Les politiciens sont jugés responsables des maux rencontrés par les citoyens ce qui explique la forte abstention ou le vote contestataire. Si le parti communiste reste au pouvoir dans cette ville encore populaire (la «classe ouvrière» encore nombreuse et l'attachement à certaines valeurs que l'on peut attribuer au parti communiste y sont probablement pour beaucoup), l'abstention, les propos belliqueux (comme le montre cette contribution) et, sur le versant opposé, les votes à l'extrême droite (deuxième force politique locale dans ce quartier) témoignent d'une fracture croissante avec les élites politiques qu'elles soient nationales ou locales. A tel point d'ailleurs que lors des émeutes de novembre de 2005 une partie des habitants des quartiers sensibles – et pas seulement les parents immigrés²⁵ - montrent les distances politiques et symboliques qui opposent les habitants des cités populaires avec le politique et les institutions. Cette contribution qui ne peut être généralisée, en raison du petit échantillon interrogé (une quinzaine de personnes) extensible à un quelques centaines d'habitants, nous donne cependant un aperçu empirique révélateur de tensions réelles qui opposent élus et habitants des «quartiers sensibles». Cette enquête confirme également les ruptures consommées entre les gauches et les «classes populaires» d'une certaine manière²⁶. L'abstention, les votes locaux orientés vers le Front National et les propos belliqueux sont les révélateurs d'une frustration véritable envers le politique d'une manière générale.

²² M. BOUCHER, *Repolitiser l'insécurité. Sociographie d'une ville ouvrière en recomposition*, Paris, L'Harmattan, 2004. L'auteur entend par recomposition la fin du conflit de classe mettant en scène l'absence de perspective des classes populaires depuis la forte désindustrialisation qui touche les banlieues et villes ouvrières.

²³ F. DUBET, D. LAPEYRONNIE, *Les quartiers d'exil*, Paris, Le Seuil, 1993.

²⁴ E. MARLIERE, « Changement, incertitude et transition sécuritaire : vers un nouveau management de la question sociale ? », *Management & Sciences Sociales*, n°2, L'Harmattan, p. 183-193.

²⁵ E. MARLIERE, « Les habitants des quartiers : adversaires ou solidaires des émeutiers ? », V. LE GOAZIOU, L. MUCCHIELLI (dir.), *Op. cit.*

²⁶ H. REY, *La gauche et les classes populaires. Histoire et actualité d'une mésentente*, Paris, La Découverte, 2004. A l'échelle locale cf. O. MASCLÉT, *La gauche et les cités. Op. cit.*